

Haro sur la démocratie

Soumis par Marwina
08-11-2011

Il y a quelques jours, Papandréou annonçait à la surprise générale qu'il comptait organiser un référendum concernant le "plan d'aide" à la Grèce. Aussitôt, les bourses dévissaient, et les commentaires les plus odieux pleuvaient quand à cette incompréhensible et irresponsable décision. Consulter le peuple, pensez-vous?! Quel drame. Mes aïeux, quel drame... Papandréou, cédant par là à la pression de la rue (13 mois de grèves et de manifestations, ça ne s'invente pas) se retrouva sous l'ire internationale et céda de nouveau, rapidement, à la pression des puissances d'argent. Le référendum, d'annoncé, devient quelque chose de flou qui n'était pas "une fin en soi". Bin voyons. Aussitôt rassurés par cet abandon de tentative d'imposer la souveraine décision du peuple grec, les bourses remontèrent. C'est ainsi que, en cette fin du mois d'octobre 2011, un fait réel mais jusqu'alors plus ou moins tu devient soudainement officiel: la démocratie n'est pas la solution, c'est le problème. Reconnaissons au moins à Papandréou le fait d'avoir appuyé là où il fallait pour forcer tous ces médiocritocrates à sortir de l'ornière et à exposer haut et fort leur visée des choses. Le peuple, être flou, mal informé et irresponsable par nature, ne devrait pas être consulté pour les question importante sous peine de déclencher des catastrophes. A deux jours de l'ouverture du G 20 qui doit se tenir à Cannes jeudi et vendredi, patatras ! Tout s'écroule. Aux Européens qui pensaient arriver avec le sentiment du devoir accompli, le Premier ministre grec envoie le message le plus calamiteux qui soit [...] Depuis d'illustres inconnus jusqu'aux grands quotidiens, les papiers unanimes ne manquent pas. Haro sur la démocratie! Tel semble le mot d'ordre. Et de décrire, trémolos dans la voix, les pires situations envisageables. Car, il faut bien comprendre, pour tous ces gens le système est bel et bien suffisamment fragile pour qu'un simple référendum en grece - mieux: la simple annonce de ce référendum - puisse plonger le monde entier dans la tourmente. MINCE?! Attendez une seconde, c'est quoi la blague? Ce système en est à un stade de décrépitude et de délabrement qu'un simple vote peut ruiner le monde entier? Ne serait-il pas, dans ce cas, urgent d'en changer? Bien sur que non, peut-on lire en filigrane dans les différents articles consacrés à l'arrivée honnie de la démocratie dans le jeu. Parce que, bien sur, il n'y a aucune alternative possible. Ah bien. On est vraiment dans la mouise la plus totale, dites donc... Ce qui est le plus atterrant, dans cette affaire, est bien sur que le plan de rigueur en question, enfin le "plan de sauvetage" pardon, va, comme les précédents, faire 100 ou 1000 fois plus de mal que de bien. L'austérité à un prix, celui d'enliser les pays qui en sont victimes dans la crise. C'est un fait, observé depuis longtemps et même documenté par de nombreux économistes dont Joseph Stiglitz . Mais à quoi bon écouter ce qu'a pu écrire un type, qui n'est par rien qu'un des plus célèbres économistes en chef ayant travaillé à la Banque Mondiale, et bien sur l'un des rares à avoir prédit la crise actuelle dans ses moindre détails? Il est évident que de telles personnes ne savent pas plus comment sortir le monde de la crise actuelle qu'elles n'ont été capable de voir clair jusqu'à là. Cela tombe sous le sens! Il est urgent d'affirmer haut et fort que le plan absurde de l'Europe pour la Grèce est la dernière chance, à défaut de pouvoir reconnaître que la crise à été aggravée - volontairement - par les idiots qui nous gouvernent. Petite parenthèse: Idiots: je n'emploie pas ce mot comme contraire de l'intelligence dans cette phrase, mais bien comme contraire de sagesse. Les abrutis qui nous gouvernent sont intelligent, mais à l'exacte opposé de toute sagesse. Ce qui explique qu'entre milles choix possibles, ils se cantonnent uniquement sur le pire, celui qui fera le plus de mal au système, à l'économie, aux finances de l'état et aux peuples. Ils ont toutes les études et tous les outils pour s'en rendre compte, et pourtant ils perssistent. C'est en cela que j'affirme que la ruine actuelle des états et du système est vouue et programée: il n'est humainement pas possible que ce soit uniquement de l'incompétence. Un enfant de 2 ans est capable de comprendre qu'une porte de four peut lui brûler la main, il ne testera pas deux fois. "Pour les politiques délétères qui sont menées depuis des années (les déninciations de Stiglitz ne datent pas d'hier) c'est tout aussi simple. Le seul bénéfice du doute que l'on pourrait leur accorder vient de la croyance (en temps que dogme religieux) dans le libertarianisme comme système fonctionnel. Mais, là encore, il y a un hiatus: car comment expliquer alors le recours systématique à l'état pour éponger les pertes des acteurs privés? Ce qui est à l'opposé de toute doctrine libertarienne... A moins que le but concret soit d'invalider l'état comme contre pouvoir face à la domination des cercles financiers. Mais, dans ce cas là, nous retombons sur la première supposition: la ruine effective des état ne doit rien à l'incompétence des politiques, mais tout à un désir calculé de les extraire de l'équation.

Dans la mesure où ils le sont, de facto, par exeples dans le cas de la Grèce où le recours au référendum est décrit comme irresponsable, il devient de plus en plus difficile d'espérer justifier l'attitude absurde et suicidaire des gouvernements par une inconscience profonde des résultats que peuvent avoir ces politiques délétères. CQFD. Les politiques du pire, ou peu-pensance libertarienne, sont donc les alliés objectifs des puissances d'argent et des traitres accomplis - tant bien que les seuls antécédents de justice que l'on puisse trouver à l'encontre de tels factions anti-républicaines et anti-démocratiques remontent à Robespierre, Saint Just et Marrat. Peut-être les traitres seront cette fois la jugées, en temps et heure, mais sans doute ne le seront-ils pas de leur vivant. Contrairement à ce qui est crié ici et là, un "non" de la Grèce n'aurait pas suffi à achever le système actuel. Il aurait simplement et possiblement accéléré de quelques mois le moment fatidique où les états sombreront un par un dans l'insolvabilité avouée. Le problème n'est pas tant que les états soient insolubles - il le sont et tout le monde le sait - mais que l'illusion de leur solvabilité prétendue dure encore un peu. Le problème réel, le vrai problème de ce siècle, et que les despotes ingrats, dans leur bêtise, n'ont véritablement pas de solution de sortie de crise. Par pure idéologie, certes, puisque les solutions possibles sont innombrables, mais l'obscurantisme est une force suffisante pour retarder tous les progrès. La solution à la sortie de crise ne viendra donc pas d'eux. Tout ce que nous pouvons attendre de leur gestes est une guerre, ou une multiplication des guerres. C'est là tout l'horizon de leurs capacités. Est-ce que cela est grave? Non, pas vraiment. Car la conclusion sans

appel est que la solution ne peut venir que des peuples eux-même. Il faudra un soulèvement, sans doute, puisque la souveraineté à été confisquée - merci à Papandréou de nous l'avoir prouvé - mais rien d'impossible. Juste une marche de plus dans ce long cheminement de progrès qui permet au monde dans son ensemble, les siècles passant, d'être de plus en plus ancré dans les valeurs humaines, d'aquité, de probité et de fraternité. Cela se fera en temps et heure. Il suffit de saisir la chance. Elle se présentera bientôt, car tous ceux là creusent leur propre tombes.